

REHABILITATION ET RESTRUCTURATION DU BÂTIMENT N SUR LE SITE DE L'ARSENAL A BESANCON

Maîtrise d'ouvrage :

Rectorat de Besançon

10, rue de la Convention, 25000 Besançon

Conducteur d'opération :

Sedia

6, Louis Garnier - BP 1513 - 25008 Besançon cedex

Groupement :

Architecte mandataire

Atelier Novembre

21 rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris

*Bureau d'études TCE / Economiste de la
construction / OPC*

EGIS Bâtiments Grand Est

10, avenue Pierre Mendès France, 67300
Schiltigheim

Bureau d'études QEB / Economie circulaire

Albert et Compagnie

99, rue de Stalingrad, 93100 Montreuil

Bureau d'études acoustiques

Altia

5, rue de Cléry, 75002 Paris

Bureau de contrôle :

Bureau Alpes Contrôles Sas

3 bis, impasse des Prairies, 74940 Annecy Le Vieux

CSPS :

DEKRA Industrial

8, rue des Grandes Pièces, 25770 Serre Les Sapins



CHARTRE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

PIECES ECRITES COMMUNES

Indice Date modification Nature modification

Projet	Phase	Emetteur	Lot	Type	N° doc	Echelle	Date	Ind.
BES	DCE	A&CO	-	PE	00-11	-	12/11/21	-

Table des matières

Article - I. GENERALITES	3
I.1 Présentation de l'opération	3
I.2 La Charte de chantier à faibles nuisances	3
Article - II. APPELS D'OFFRES - REPONSE DES ENTREPRISES	4
II.1 Appel d'offres.....	4
II.2 Normes & Règlementations de Référence	4
II.2.1 Textes généraux	4
II.2.2 Les déchets.....	4
II.2.3 Les Polluants.....	5
II.2.4 Les nuisances sonores	6
II.3 Réponse des entreprises.....	7
II.3.1 Compétences et références	7
II.3.2 Elimination des déchets (SOGED).....	7
II.3.3 Nuisances sonores.....	7
Article - III. PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER.....	8
III.1 Organisation environnementale de la préparation du chantier	8
III.2 Les intervenants du chantier à « Faibles Nuisances »	8
III.2.1 Missions du référent principal chantier de la maîtrise d'œuvre	8
III.2.2 Mission du référent environnement de chaque entreprise	9
III.2.3 Comité de pilotage « chantier à faibles nuisances »	9
III.3 Le Plan d'installation de chantier	10
III.4 Formation et sensibilisation dans le cadre du chantier.....	10
III.5 Classeur de chantier à Faibles Nuisances	10
III.6 La Base de vie	11
III.7 Parkings et voies de circulation	11
III.8 Suivi des consommations	12
Article - IV. GESTION DES DECHETS	13
IV.1 Mode de gestion des déchets de chantier	13
IV.2 Soged	13
IV.2.1 Conditions d'exécution	14
IV.2.2 Classification des déchets de chantier	14
IV.2.3 Filière de Traitement des déchets.....	1
IV.2.4 Modalités de suivi des déchets et traçabilité.....	3
IV.3 Elimination des déchets.....	3
Article - V. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER.....	5
V.1 Nuisances sonores	5
V.2 Nuisances visuelles dues au chantier et ses abords.....	6
V.3 Pollution du sol et des eaux.....	7
V.3.1 Pollution du sol.....	7
V.3.2 Traitement des laitances :	7
V.3.3 Traitement des effluents :	7
V.4 Pollution de l'air	8
V.5 Produits dangereux	8
V.6 Protection de la biodiversité	9
Article - VI. VALIDATION FICHES PRODUITS / MATERIAUX	9
Article - VII. BILAN DE CHANTIER	10
Article - VIII. ANNEXES.....	1
VIII.1 Schéma de l'Organisation de la Gestion et de l'Elimination des Déchets (SOGED)	1
VIII.2 Bordereau de suivi des déchets industriels (BSDI).....	2
Bordereau de suivi des déchets inertes et déchets industriels banals (DIB)	3

Article - I. GENERALITES

I.1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent projet concerne la réhabilitation et restructuration du bâtiment N sur le site de l'arsenal a Besançon

I.2 LA CHARTE DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

L'objectif de la charte chantier à faibles nuisances est de limiter les impacts environnementaux dûs au chantier. Cet objectif s'intègre tout au long de l'opération, de la conception à la préparation du chantier puis lors de la réalisation des travaux.

Elle synthétise les principales dispositions à mettre en œuvre pour limiter l'impact du chantier sur son environnement.

Les principales nuisances susceptibles d'être engendrées sur ce chantier viennent de :

- La gestion des déchets ;

La prise en compte des déchets s'inscrit dans l'évolution actuelle et, notamment, la fermeture des décharges et l'obligation de tri sélectif. L'enjeu est important puisque, globalement en France, les déchets de chantier représentent une masse plus importante que les déchets ménagers. Il est donc impératif de prendre des dispositions pour en produire moins, puis pour trier les déchets produits afin d'en recycler ou d'en valoriser le plus possible.

- Les bruits engendrés par le curage, la démolition, les camions, engins et matériels utilisés. Ces bruits peuvent nuire à la santé des travailleurs postés sur le chantier et des riverains.
- Les problèmes de circulation et de stationnement ;
- La pollution des sols et des eaux tant sur le site que, de manière induite par les centres d'enfouissement techniques (décharges maintenant réservées aux déchets ultimes) et les centre de traitement qui vont accueillir les déchets ;
- La qualité des eaux, en particulier souterraines, est directement reliée à la qualité des sols. L'usage, sur les chantiers, de solvants et d'huile, notamment celles de décoffrage, peut rendre vulnérables les nappes aquifères. De même, les laitances de béton, mal ou non décantées, représentent des sources de pollution des sols et des eaux à cause des matières en suspension et de taux élevés de demande chimique en oxygène (DCO).
- La poussière et les boues dégagées sur le chantier. La poussière, les boues, voire les déchets épars qui volent, sont à la fois de nuisances visuelles et des risques pour la sécurité sur les voies publiques.

L'engagement des signataires de la présente charte traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un nombre d'exigences concernant :

- La formation et l'information du personnel ;
- Les produits dangereux ;
- La gestion des déchets ;
- Le bruit ;
- Les pollutions potentielles du sol, de l'eau et de l'air ;
- La pollution visuelle ;
- Les perturbations du trafic ;
- L'information des riverains ;

Ces exigences sont détaillées dans cette charte « Chantier à Faibles Nuisances ».

Article - II. APPELS D'OFFRES - REPONSE DES ENTREPRISES

II.1 APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage, directement ou par le biais de sa maîtrise d'œuvre, définit précisément les objectifs environnementaux poursuivis pour le chantier dans le règlement d'appel d'offres.

Ces objectifs environnementaux peuvent, au-delà des dispositions réglementaires nationales ou locales, concerner le traitement de diverses nuisances, comme la réduction du bruit, les salissures et poussières, la pollution des eaux et du sol, l'usage des engins et véhicules de chantier, la clôture et sa signalisation, la gestion des déchets comme leur réduction et toutes les dispositions particulières devant être traitées dans le cadre de l'organisation du chantier. En particulier, un objectif quantifié de valorisation des déchets de chantier devra être défini.

Les objectifs suivants, à minima, devront être pris en compte :

- Taux de valorisation des déchets de chantier à hauteur de 70 % minimum (en tonnage) ;
- Zéro rejet de laitances de béton ;
- Zéro enfouissement de déchets ou de produits dangereux

II.2 NORMES & REGLEMENTATIONS DE REFERENCE

Les entreprises se conformeront aux lois, décrets, arrêtés, documents réglementaires et normatifs actuellement en vigueur dans leur dernière mise à jour à la date de la signature des marchés, concernant la gestion des déchets de chantier et la réduction des nuisances dues au chantier. Parmi ces textes figurent notamment la liste non exhaustive fournie ci-après.

II.2.1 Textes généraux

- Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes, applicables aux matériaux et aux engins de chantier.
- Code de l'environnement (Partie législative).
- Code pénal : art R 632-1 Des contraventions de la 2ème classe contre les biens, de l'abandon d'ordures, déchets, matériaux ou autres objets et R 635-8 de l'abandon d'épaves de véhicules ou d'ordures, déchets, matériaux et autres objets transportés dans un véhicule.
- Code des Douanes : art 266 sexies et 266 undecies relatifs à la taxe générale sur les activités polluantes (art 45 de la loi de finances pour 1999 n°98-1266 du 30 septembre 1998), modifiés par les articles 24 à 27 de la loi de finances rectificative pour 2003 (JO du 31/12/02).
- Code du travail.
- Code de l'urbanisme.
- Code de la santé publique.
- Code général des collectivités territoriales.

II.2.2 Les déchets

- Directive du 15 juillet 1975 (75/442/CEE) relative aux déchets modifiée par la directive du 18 mars 1991 (91/156/CEE) (JOCE du 26/03/91).
- Décret n°77-974 du 19 août 1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets industriels générateurs de nuisances (JO du 28/08/77).
- Arrêté du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (JO du 16/02/85).
- Directive du 12 décembre 1991 (91/689/CEE) relative aux déchets dangereux (JOCE du 31/12/91).
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 modifiant la loi 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux définissant la notion de déchets ultimes et l'obligation de les mettre en centre d'enfouissement technique.
Décret n°93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévus à l'art 3-1 de la loi du 15 juillet 1975 (JO du 31/12/93).
- Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages autres que ménagers.
- Décret n°96-1009 du 18 novembre 1996 relatif aux plans d'élimination de déchets industriels spéciaux (JO du 24/11/96) modifié par le décret n°97-517 du 15 mai 1997 (JO du 23/05/97).

- Arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés (JO du 02/10/97) modifié par l'arrêté du 31 décembre 2001 et l'arrêté du 3 avril 2002 (JO du 02/03/02).
- Directive du Conseil du 26 avril 1999 (199/31/CE) concernant la mise en décharge des déchets (JOCE du 16/07/99).
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (BTP) (BO/MATE n°2000-03 du 20/03/00).
- Décision de la Commission du 3 mai 2000 (2000/532/CE) (JOCE du 06/09/00) établissant une liste de déchets, modifiée par les décisions de la Commission du 16 janvier 2001 (2001/118/CE) (JOCE du 16/02/01), du 22 janvier 2001 (2001/119/CE) (JOCE du 16/02/01) et du 23 juillet 2001 (2001/573/CE) (JOCE du 28/07/01).
- Décret du 5 juillet 2001 relatif à la création du Conseil national des déchets.
- Décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets (JO du 20/04/02) et abrogé et codifié dans le code de l'environnement par le décret du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007).
- Circulaire du 3 octobre 2002 relatif à la mise en œuvre du décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, complétée par la circulaire du 9 janvier 2003 (Annexe 2).
- Décision du Conseil du 19 décembre 2002 (2003/33/CE) établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges, conformément à l'article 16 et à l'annexe II de la directive 1999/31/CE (JOCE du 16/01/03).
- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.
- Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.
- La Directive-cadre sur les déchets (Directive n°2008/98/CE)
- L'ordonnance du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union Européenne dans le domaine des déchets (n°2010-1579)
- Décret n° 2011-828 du 11 juillet 2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention et à la gestion des déchets
- Arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
- Décret n° 2011-610 du 31/05/11 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- Arrêté du 19 décembre 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments
- Le Plan d'Actions Déchets 2009-2012
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage de déchets d'amiante
- Circulaire du 19 juillet 1996 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans les bâtiments
- Décret n°96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du Code du Travail et du Code de la Consommation
- Circulaire du 12 mars 1997 relative aux conséquences de l'interdiction de l'amiante et à l'élimination des déchets
- Circulaire du 22 février 2005 relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

II.2.3 Les Polluants

- Directive du 16 juin 1975 (75/439/CEE) modifiée par la directive du 22 décembre 1986 (87/101/CEE) (JOCE du 25/07/75 et du 12/02/87) relative aux huiles usagées.
- Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 modifié par le décret n°85-387 du 23/03/85 et par les décrets n°89-1925 du 24/03/89, n°89-648 du 03/08/89 et n°93-140 du 03/02/93 portant réglementation des huiles usagées (JO du 23/11/79, du 31/03/58, du 14/09/89 et du 04/02/93) et par le décret n°97-503 du 21 mai 1997 portant mesures de simplification administrative (art 44) (JO du 22/05/97).
- Directive du 18 mars 1991 (91/157/CEE) relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses (JOCE du 26/03/91).
- Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation d'amiante.
- Directive du 16 septembre 1996 (96/59/CE) concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) (JOCE du 24/09/96).
- Arrêté du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées (JO du 24/02/99).
- Décret du 13 septembre 2001 modifiant le décret 96-98 sur l'amiante du 7 février 1996.

- Décret n°87-59 du 2 février 1987 relatif à la mise sur le marché, à l'utilisation et à l'élimination des PCB et PCT, modifié par le décret n°92-1074 du 2 octobre 1992.
- Arrêté du 13 février 2001 relatif à la déclaration de détention d'appareils contenant des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT) (JOCE du 06/03/01).
- Arrêté du 14 mars 2001, relatif à la réception des moteurs à allumage à compression destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluantes.
- Arrêté du 18 mars 2002, modifiant l'arrêté du 14 mars 2001, relatif à la réception des moteurs à allumage à compression destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluantes.
- Directive n° 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe
- Arrêté du 22 juillet 2004 relatif aux indices de la qualité de l'air, modifié par l'arrêté du 21 décembre 2011
- Arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les Installations classées pour l'environnement et aux normes de référence
- Circulaire du 18 novembre 2011 relative à l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts.

II.2.4 Les nuisances sonores

- Décret n° 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantiers (Modifié par le Décret n° 93-726 du 29 mars 1993 et le Décret n° 95-79 du 23 janvier 1995.)
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par le ou les moteurs à explosion ou à combustion interne de certains engins de chantier (Modifié par : Arrêté du 5 mai 1975 ; Arrêté du 19 décembre 1977; Arrêté du 2 janvier 1986.)
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes moto-compresseurs. (Modifié par arrêté du 19 décembre 1977.)
- Arrêté du 4 novembre 1975 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les brise-béton ou les marteaux-piqueurs.
- Arrêté du 26 novembre 1975 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de soudage. (Modifié par arrêté du 19 décembre 1977.)
- Arrêté du 10 décembre 1975 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de puissance (Modifié par Arrêté du 24 octobre 1977 ; Arrêté du 19 décembre 1977.)
- Arrêté du 7 novembre 1977 fixant les conditions d'environnement pour l'exécution des mesures du niveau sonore des bruits aériens émis par les engins de chantier
- Arrêté du 3 juillet 1979 fixant le code général de mesure relatif au bruit aérien émis par les matériels et engins de chantier (Modifié par: Arrêté du 6 mai 1982 ; Arrêté du 2 janvier 1986.)
- Arrêté du 2 janvier 1986 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.
- Arrêté du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de puissance.
- Arrêté du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les marteaux piqueurs ou les brise-bétons.
- Arrêté du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les moto-compresseurs.
- Arrêté du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les groupes électrogènes de soudage.
- Arrêté du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les grues à tour. (Modifié par arrêté du 13 janvier 1988.)
- Arrêté du 18 septembre 1987 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles - hydrauliques, des pelles à câbles, des bouteurs, des chargeuses et des chargeuses-pelleteuses. (Modifié par arrêté du 9 mars 1990.)
- Arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des moto-compresseurs.
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des groupes électrogènes de puissance.
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des groupes électrogènes de soudage.
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des grues à tour.
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des marteaux piqueurs et brise-béton.
- Arrêté du 12 mai 1997 relatif à la limitation des émissions sonores des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des bouteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleteuses.
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments, pris en application de la directive 2000-2014/CE (JO du 3 mai 2002) et abrogeant l'ensemble des arrêtés du 12 mai 1997, qui restent cependant applicables pour les matériels en service.

- Arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- Arrêté du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

II.3 REPONSE DES ENTREPRISES

II.3.1 Compétences et références

Il est demandé à chaque entreprise de fournir dans son offre des informations concernant les compétences environnementales dans le cadre d'un chantier à faibles nuisances.

Un critère qualité évaluant la performance des entreprises sur le plan du chantier à faibles nuisances pourra être retenu en tant que critère de sélection dans le cadre de mémoire technique.

Les éléments de réponse peuvent être par exemple :

- Des références en matière de chantiers à faibles nuisances déjà réalisés ;
- Une politique interne de démarche environnementale comme un engagement politique, une certification, etc. ;
- Des formations particulières liées à l'environnement suivies par les ouvriers ;
- Des moyens humains et matériels mis à disposition pour le chantier ;
- Les moyens de tri sélectif qui seront mis en place.

Dans le cas où l'entreprise ne présente pas de références relatives à des chantiers à faibles nuisances, la sélection s'attachera à juger des objectifs et des moyens sur lesquels les candidats s'engagent pour respecter les exigences environnementales.

Dans tous les cas, chaque entreprise désignera un responsable environnemental pour le chantier.

II.3.2 Elimination des déchets (SOGED)

Les entreprises doivent se doter de tous les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux définis dans l'appel d'offres.

En particulier, les coûts et les contraintes liés à la gestion des déchets doivent être pris en compte.

Les entreprises doivent répondre aux objectifs de valorisation des déchets définis dans l'appel d'offres. Pour ce faire, outre le fait de devoir quantifier les déchets selon les classifications officielles en la matière, il y a lieu de veiller à limiter les déchets qui devront être mis en décharge, en privilégiant les filières de recyclage actuellement disponibles.

A cet effet, le Schéma d'Organisation, de la Gestion et de l'Elimination des Déchets (SOGED), dont la trame est fournie en annexe, est à retourner dûment complété dans la réponse des entreprises.

II.3.3 Nuisances sonores

Concernant les nuisances sonores, les propositions des entreprises devront présenter les méthodes et outils générant le moins de bruit et des niveaux sonores faibles, ainsi que les mesures qui seront adoptées pour répondre aux objectifs de la présente charte.

Article - III. PREPARATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

III.1 ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA PREPARATION DU CHANTIER

La phase de préparation de chantier est déterminante pour répondre aux objectifs de la charte de chantier à faibles nuisances. Cette phase doit impérativement intégrer les actions environnementales suivantes :

- Réunir les contractants et présenter les objectifs environnementaux recherchés ;
- Désigner les différents responsables environnementaux de chaque contractant ;
- Effectuer les revues des prestations techniques et leurs interconnexions, en stipulant les points sensibles en matière environnementale ;
- Préciser les dispositions en vue de l'information et de la sensibilisation du personnel des entreprises, en matière d'environnement et de biodiversité ;
- Prévoir l'ensemble des enregistrements relatifs au déroulement du chantier qui devront être conservés pour établir un bilan environnemental à fin de chantier ;
- Intégrer dans le plan d'installation de chantier les aspects environnementaux (protection vis-à-vis des nuisances sonores, gestion des déchets de chantier, etc.) ;
- Élaborer et mettre en œuvre le plan détaillé d'organisation de chantier, définissant les modalités de coordination des intervenants ;
- Imposer une rubrique chantier à faibles nuisances dans les réunions de chantier. Cette thématique fera donc l'objet d'un paragraphe spécifique dans le compte-rendu de chantier, qui devra être mis à jour à chaque réunion.

En cas de travaux de démolition, les dispositions environnementales inhérentes à la phase de démolition devront également être évoquées et étudiées lors de la préparation du chantier.

III.2 LES INTERVENANTS DU CHANTIER A « FAIBLES NUISANCES »

La gestion du chantier à faibles nuisances sera pilotée par :

- Le référent principal chantier, désigné au sein de la maîtrise d'œuvre d'exécution ;
- Le référent environnement des entreprises qui sera l'entreprise en charge du compte prorata.

III.2.1 Missions du référent principal chantier de la maîtrise d'œuvre

Fonction : référent au sein de la maîtrise d'œuvre, en charge de l'application de la charte chantier à faibles nuisances. (ALBERT ET COMPAGNIE)

Missions chantier à faibles nuisances :

- Préparer et animer une réunion de présentation sur le chantier à faibles nuisances pour les entreprises ;
- Faire le lien entre les entreprises et le maître d'ouvrage ;
- Contrôler le Plan d'Installation Chantier.
- Participer aux COPIL (Comités de Pilotage) ;
- Vérifier le respect de la mise en place des mesures demandées dans la charte de chantier à faibles nuisances, notamment au moyen de contrôles inopinés sur chantier ;
- Intégrer une partie « chantier à faibles nuisances » dans les comptes rendus hebdomadaires de chantier ;
- Vérifier la bonne mise à jour par l'entreprise référente environnement du classeur chantier à faibles nuisances avec toutes les informations qui sont demandées, par exemple :
 - Les perturbations du trafic routier et les horaires de travail exceptionnels ou potentiels niveaux sonores élevés ;
 - Le recensement des incidents environnementaux du chantier (pollutions, etc.);
 - Les bordereaux de déchets et les tableaux récapitulatifs une fois par mois ;
 - Les fiches produits/matériaux/matériels (FDES, fiches techniques, Bons de livraison, etc.).
- Organiser et animer une réunion de bilan de chantier à faibles nuisances.

Fréquence d'intervention : Tout au long du chantier.

III.2.2 Mission du référent environnement de chaque entreprise

Le référent environnement de chaque entreprise aura à charge les missions suivantes :

- Retransmettre toutes les informations données par le maître d'ouvrage (directement ou via sa maîtrise d'œuvre) à l'ensemble de son personnel et faire respecter la présente charte ;
- Fournir l'ensemble des documents requis au maître d'ouvrage ;
- Mettre en place avec le maître d'ouvrage un système d'information des riverains et des ouvriers ;
- Indiquer au référent principal chantier la présence de nouveaux intervenants sur le chantier et s'assurer qu'ils ont bien connaissance des exigences environnementales de l'entreprise ;
- Réaliser le PIC (à la charge de l'entreprise de gros-œuvre) ;
- Faire un relevé mensuel des compteurs d'eau et d'électricité ;
- Couper l'alimentation générale d'eau à la fin de chaque journée de chantier ;
- Établir un SOGED (Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets), dans lequel l'entreprise informe et s'engage sur les dispositions prises pour optimiser le tri des déchets, les choix des filières de gestion vers lesquelles seront acheminées les différentes catégories de déchets, les moyens de contrôle, de traçabilité et de suivi qui seront mis en œuvre durant le chantier. Une trame de SOGED est annexée à la présente charte (cf annexe 1) ;
- Gérer les déchets à sa charge et créer des tableaux récapitulatifs mensuels pour ceux-ci à partir des bordereaux de suivi ;
- Veiller au tri des déchets et fournir des informations concernant l'organisation effective de la collecte, le contrôle du tri et l'évacuation des déchets sur le chantier ;
- Fournir les fiches des produits dangereux éventuellement utilisés par l'entreprise ;
- Renseigner le classeur environnemental avec l'aide du référent principal chantier.
- Réaliser le bilan de chantier (à faire par l'entreprise titulaire du compte prorata):
 - Récapitulatif des consommations d'eau et d'énergie sur chantier (à partir des relevés mensuels effectués par la maîtrise d'œuvre, l'entreprise générale ou les entreprises de gros-œuvre ou de CVC) ;
 - Récapitulatif des quantités de déchets et des pourcentages de valorisation (à partir des tableaux récapitulatifs fournis par l'entreprise générale grâce aux bordereaux de suivi des déchets) ;
 - Récapitulatif du traitement des incidents ou accidents environnementaux survenus durant le chantier ;
 - Récapitulatif des éventuelles réclamations des riverains et du traitement de ces dernières ;
 - Récapitulatif des dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier ;
 - Synthèse des points forts et des points d'amélioration en vue des prochains chantiers.
-

III.2.3 Comité de pilotage « chantier à faibles nuisances »

Un Comité de Pilotage (COPIL) « chantier à faibles nuisances » sera mis en place avant le démarrage du chantier et comprendra :

- Le maître d'ouvrage ;
- L'équipe de maîtrise d'œuvre ;
- Le bureau de contrôle ;
- Le coordonnateur SPS (Sécurité et Protection de la Santé) ;
- Le pilote chantier (OPC), en corps d'état séparés
- Le référent environnement de chaque entreprise

Il aura pour but de rappeler les objectifs environnementaux à suivre et de veiller à l'organisation du chantier.

Le COPIL se réunira à l'initiative de la maîtrise d'œuvre dès lors qu'une modification de programme aura un impact sur l'engagement politique du maître d'ouvrage, et a minima une fois par trimestre. La maîtrise d'œuvre répercutera sur les opérations les décisions prises en COPIL.

Il abordera les points suivants :

- Les incidents de chantier (accidents, pollution accidentelle, retard important, etc.) ;
- Les plaintes éventuelles des riverains et leur traitement ;

- La mise à jour des plans du chantier (cantonnement, zone de stockage, etc.) en fonction des phases du chantier ;
- L'analyse et propositions sur les remarques des organismes de contrôle en matière environnementale (bureaux de contrôle, étude de sol, pollution, etc.) ;
- Le relevé des compteurs des énergies et fluides et les surconsommations, accompagnés d'une analyse et d'une note d'information ;
- Les dépenses de nettoyage et des coûts de consommation en énergies et fluides, données transmises par le gestionnaire ;
- Les quantités de déchets évacués, avec copie des bons de transport et de livraison ;
- Les phases ultérieures présentant des inconvénients, des risques possibles ou des gênes.

Les comptes rendus du COPIL « chantier à faibles nuisances » seront réalisés et diffusés par le référent principal chantier.

III.3 LE PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Lors de la préparation du chantier, seront définies et délimitées sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC), les différentes zones du chantier suivantes :

- La limite de chantier (qui sera matérialisée par une palissade) ;
- La base vie (positionnement, nombre de sanitaires, vestiaires, W-C, cantine) ;
- L'arrivée des énergies et des fluides (avec point d'arrêt et compteur) ;
- L'entrée et la sortie des engins et camions avec si possible un sens unique (sortie distincte de l'entrée) et une zone tampon servant de parking temporaire ;
- La zone de nettoyage des roues des camions ;
- Les zones de stockage des matériaux et produits, des déchets triés ;
- La zone de traitement des polluants possibles ;
- La zone de manœuvre des engins (engins de terrassement, grues, etc.) ;
- La zone parking pour les engins ;
- Le parking utilisable pour les véhicules du personnel ;
- La place de la centrale à béton si une telle centrale est utilisée ;
- La végétation conservée et présente dans l'enceinte du chantier, ainsi que ses dispositifs de protection.

Ce PIC doit être validé par l'ensemble des entreprises (compris sous-traitants) car l'élaboration du plan d'organisation de chantier doit prendre en compte les spécifications particulières établies par chaque entreprise. Il sera affiché dans la salle de réunion de la base vie, visible des compagnons, et mis à jour en cas de modification par l'entreprise en charge du compte prorata (GO)

III.4 FORMATION ET SENSIBILISATION DANS LE CADRE DU CHANTIER

Afin d'assurer le bon respect de la démarche environnementale poursuivie dans le cadre du chantier, il est important d'informer tous les acteurs du chantier en :

- Organisant des réunions avec les compagnons des entreprises (principales et sous-traitantes) et le personnel d'encadrement sur les thèmes du tri des déchets, des pollutions, des nuisances, de la biodiversité et de la sécurité des personnes ;
- Fournissant des brochures de sensibilisation aux gestes verts quotidiens à appliquer sur le chantier et également dans les cantonnements ;
- Affichant une signalétique des gestes verts devant les cantonnements, une signalétique de tri sélectif devant les bennes ;
- Affichant les comptes rendus des réunions de chantier afin de montrer les points forts et faibles en matière d'environnement du chantier.

Ces actions seront réalisées par l'entreprise en charge du compte prorata (GO)

III.5 CLASSEUR DE CHANTIER A FAIBLES NUISANCES

Un classeur sera mis en place dans lequel seront indiqués notamment :

- Un exemplaire de la « Charte chantier à faible nuisances » ;

- Les coordonnées du Responsable Environnement Chantier, et des Responsables Environnement de chaque entreprise ;
- Un exemplaire du PPE;
- Un exemplaire du livret d'accueil remis aux ouvriers dès leur arrivée sur le chantier ;
- Les bordereaux de suivi des déchets de chantier (Déchets Inertes, Déchets Industriels Banals, Déchets Dangereux, Bois, Métal, Emballages...) ;
- Le suivi analytique des quantités de déchets produits chaque mois ;
- Le suivi mensuel des consommations en eau et en électricité du chantier (avec sous comptage cantonnement et reste du chantier, si possible) ;
- Le suivi des formations « Chantier à faibles nuisances » reçues par le personnel (date, contenu et fiche de présence) ;
- Le suivi des remarques faites par les riverains ou autres ;
- Copies des PV de conformité par rapport aux émissions des gaz à échappement et des PV de conformité par rapport aux normes de bruit, des engins utilisés lors de la reconstruction ;
- Les fiches produits, fiches de données de sécurité et justificatifs environnementaux (dont les FDES) des produits utilisés sur le chantier.

Ces actions seront réalisées par l'entreprise en charge du compte prorata (GO)

III.6 LA BASE DE VIE

Les entreprises intervenant sur site seront dans l'obligation d'apporter des solutions permettant la diminution des consommations d'eau et d'énergie et l'amélioration du confort du personnel de chantier.

A titre d'exemples, les dispositions suivantes pourront être prises :

- Installation de robinets hydro-économes (robinets temporisés) ;
- Mise en place de compteurs d'eau et d'énergie spécifiques pour la base vie et relevés de consommation mensuelle ;
- Installation de minuteurs pour l'éclairage et le chauffage de la base vie ; installation de ferme-portes afin de limiter les déperditions de chaleur ;
- Système d'éclairage sur détection de présence pour les circulations de la base vie ;
- Mise en place de lampes basse consommation ;
- Commande d'allumage centralisée afin d'éviter les oublis par zone ;
- Dispositif de coupure du chauffage en cas d'ouverture des fenêtres ;
- Double-vitrage sur les fenêtres de la base-vie.

Afin d'assurer un niveau de confort suffisant au personnel, les dispositions suivantes devront également être respectées :

- Installation des cabinets d'aisance en rez-de-chaussée en cas d'utilisation de bungalows ;
- Planchers des locaux étanches afin d'éviter les écoulements intempestifs au sol ;
- Raccordement des canalisations des eaux usées et des eaux vannes au système d'assainissement et respect de la réglementation sanitaire départementale en la matière.

Chaque personne amenée à entrer dans la base de vie devra respecter la propreté des lieux en :

- Nettoyant ses bottes avant de rentrer ou en les retirant ;
- Évitant de salir et/ou en nettoyant les douches et les toilettes.
- Jetant ses déchets dans la poubelle appropriée

III.7 PARKINGS ET VOIES DE CIRCULATION

La maîtrise d'œuvre d'exécution en dialogue avec les entreprises, devra valider l'organisation et la gestion des voies de circulations et parkings concernant :

- Les voies publiques ou privées de circulation, en concertation avec la collectivité locale ;
- Le stationnement pour les riverains et le personnel impliqué dans les travaux ;
- L'approvisionnement du chantier et les enlèvements (heures, itinéraires) afin d'éviter si possible les livraisons aux heures susceptibles de créer des nuisances vis-à-vis du voisinage. Une signalétique spécifique sera mise en place sur le chantier par l'entreprise de gros œuvre affichant les accès de livraison et les zones de stockage ;
- Un sens de circulation sera mis en place pour faciliter la circulation des camions sur le chantier et éviter la marche arrière ;

- L'affichage de la signalétique concernant l'itinéraire pour le chantier et les accès livraison.

Le référent environnement de chaque entreprise incitera son personnel de chantier à utiliser les transports en commun et le covoiturage pour s'y rendre (affichage des plans et horaires de transports en commun, pris en charge de tout ou partie des frais de transport en commun par l'entreprise...).

III.8 SUIVI DES CONSOMMATIONS

Le référent environnement de l'entreprise en charge des installations communes de chantier aura la responsabilité du recueil mensuel des consommations d'eau et d'électricité, du chantier et de la base vie.

Ces relevés de consommations seront réalisés par le référent environnement de l'entreprise titulaire du compte prorata.

Ces consommations seront répertoriées dans le classeur chantier à faibles nuisances, transmises mensuellement à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre qui veillera à leur suivi.

Article - IV. GESTION DES DECHETS

Le producteur ou le détenteur de tout déchet est responsable de son élimination. Il doit organiser le tri, le stockage, la collecte, le transport et le traitement de ses déchets de manière à en assurer une élimination respectueuse de la santé de l'homme et de l'environnement. Cela implique que chaque entreprise est responsable de ses déchets.

L'enjeu de cette gestion est de diminuer au maximum la quantité de déchets mise en décharge. En complément, les entreprises intervenant sur site veilleront à :

- Limiter les déchets générés à la source ;
- Optimiser la valorisation des déchets générés sur le chantier.

Les entreprises devront justifier et prouver la bonne gestion de leurs déchets en récupérant et en conservant les bordereaux de suivi ainsi qu'en récapitulant les quantités de déchets traités et valorisés.

Chaque entreprise est tenue, avant le début des travaux, d'établir la liste exhaustive des déchets produits durant toutes ses interventions, ainsi que le mode d'élimination envisagé et l'estimation du coût correspondant.

L'entreprise en charge du compte prorata (GO), en équipe avec l'entreprise du lot réemploi, participeront à la sensibilisation du tri des déchets, et tiendront les comptes des demandes des autres corps d'états, pour en faire la synthèse et s'assurer d'un enlèvement des bennes adéquates.

Les entreprises du lot réemploi et du lot GO sera responsable du suivi des déchets y compris après la fin du GO jusqu'à la livraison

IV.1 MODE DE GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Le tri des déchets sur l'emprise du chantier sera obligatoire (pas de tri externalisé sur une plateforme)
Sur le chantier, il sera mis en place au minimum le tri suivant, en fonction du phasage du chantier :

- la ferraille ;
- les déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelage, béton, etc.) ;
- les DIB (Déchets Industriels Banals) valorisables (bois, carton, housses plastiques en polyéthylène, films polyan, polystyrène, PVC, etc.) en fonction des phases du chantier ;
- les matériaux mélangés non valorisables ou souillés destinés à une Installation de Stockage de Déchets Non-Dangereux - ISDND (plaques de plâtre-polystyrène, etc.) ;
- les Déchets Dangereux/Déchets Industriels Spéciaux - DD ou DIS (pots de peintures, cartouches joints, ...). Tous les déchets dangereux seront gérés directement par l'entreprise les ayant générés et ne seront pas stockés dans les bennes. L'entreprise devra ensuite fournir la preuve de leur élimination (bordereaux de suivi).

Des mesures pour faciliter l'identification des déchets et le tri sur le chantier seront mises en place, telles que la différenciation des bennes par des couleurs et des pictogrammes en fonction de leur contenu. Un affichage reprenant les consignes de tri sera également affiché au niveau du chantier.

Une copie du contrat avec l'éliminateur (centre de tri, loueur de bennes...) sera remise au maître d'ouvrage par le référent environnement de chaque entreprise.

Les bennes de tri seront recouvertes après remplissage afin d'éviter tout débordement ou envol lors du transport.

Ces actions seront réalisées par l'entreprise en charge du compte prorata y compris après la fin du GO jusqu'à la livraison

IV.2 SOGED

Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage pour information, maître d'œuvre, entreprises, collecteurs, éliminateurs ...) traitant spécifiquement de la gestion des déchets de chantier. Il tient compte des normes et règlements.

IV.2.1

Conditions d'exécution

L'entreprise de Gros œuvre sera chargée de la mise à disposition des bennes et conteneurs destinés à recueillir les déchets triés, ainsi que tous les transports et manutentions diverses.

Le Responsable Environnement Chantier fournira avant le début du chantier aux différentes entreprises, ainsi qu'à leurs éventuels sous-traitants, les informations indispensables et nécessaires (sous forme de réunion d'information, plaquettes et affiches explicatives ...) pour que le tri des déchets s'effectue correctement et suivant la réglementation en vigueur.

Ces informations tiendront compte des PPE fournis par chaque entreprise. Ces éléments seront consignés dans le SOGED du chantier.

Établi en phase préparation du chantier, le SOGED doit indiquer, notamment :

- La sélection des prestataires en charge de l'élimination des déchets ;
- La définition précise des déchets admissibles par filière d'élimination ;
- La définition du nombre, de la nature, de la localisation des conteneurs pour la collecte des déchets, leur condition de manutention (grue, monte-charge, camion) en tenant compte de l'évolution du chantier et des flux de déchets générés dans le temps et l'espace ;
- Les dispositions adoptées pour la collecte intermédiaire, tels que conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes ... ;
- L'information des compagnons sur le chantier par affiches.

Ce schéma d'organisation sera soumis au visa du Responsable « Chantier à Faibles Nuisances » de la maîtrise d'œuvre et du CSPS.

Le Responsable Environnement Chantier devra contacter tous les intervenants concernés (Responsables Environnement Entreprises,...) pour accord sur le SOGED et coordination.

En complément des prestations décrites ci-dessus, le Responsable Environnement Chantier aura à prévoir :

- L'organisation de réunion de sensibilisation et de formation de l'encadrement et du personnel de chantier des Entreprises ;
- La réalisation et l'entretien de(s) plates-formes de regroupement(s) des déchets, permettant de recevoir les différentes bennes et conteneurs ;
- La mise à disposition de bennes répertoriées par classe de déchets, permettant le tri sélectif sur le site du chantier ;
- La mise en place d'une logistique de tri, par une signalisation appropriée ;
- La mise en place d'une procédure de suivi du remplissage des bennes, afin d'optimiser les rotations ;
- La recherche de filières adaptées pour une valorisation optimale des déchets (analyse des coûts comparés des solutions de valorisation ou d'élimination) ;
- Le bilan mensuel des déchets et le bilan fin de chantier définis dans cette charte ;
- La gestion des incidences du Chantier à faibles nuisances sur le compte prorata.

IV.2.2

Classification des déchets de chantier

Deux typologies de déchets sont définies à l'article R.541-8 du code de l'environnement :

- **Déchets dangereux (DD)** : déchets présentant au moins une propriété qui rend le déchet dangereux. La dangerosité repose sur une liste de 15 critères précisés à l'annexe I de l'article R.541-8 du Code de l'environnement.
- **Déchets non dangereux (DnD)** : tous les déchets non définis comme dangereux.
Parmi les déchets non dangereux, on distingue les *inertes* et les *non inertes*.

Déchets inertes : « tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. » (art. R.541-8 du code de l'environnement)

Trois catégories de déchets peuvent ainsi être déclinées :



- les déchets non dangereux inertes (exemples : béton, briques, métal, verre,...).
- les déchets non dangereux non inertes (exemple : plâtre),
- les déchets dangereux (exemple : bois traités par une imprégnation : créosote, mélange cuivre, chrome, arsenic (CCa), Matériaux amianté,...),

Pour les principaux déchets de chantier, les numéros de rubrique de classement des déchets selon l'annexe à l'article R.541-8 du code de l'environnement sont les suivants :

Déchets non dangereux inertes		
Type de déchets	Description	Numéro de rubrique
Béton, briques, tuiles, céramiques, ardoises	Béton	17.01.01
	Briques	17.01.02
	Tuiles et céramiques	17.01.03
	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	17.01.07
Verre	Vitres (hors menuiseries)...	17.02.02
Enrobés	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	17.03.02
Terres et cailloux	Pierres et terres de déblais ne contenant pas de substance dangereuse	17.05.04
Ballast de voie	Ballast ne contenant pas de substance dangereuse	17.05.08
Déchets non dangereux non inertes		
Type de déchets	Description	Numéro de rubrique
Bois	Bois brut ou traités avec des substances non dangereuses	17.02.01
	Emballages en bois, palettes (non traitées par des substances dangereuses)	15.01.03
Plastiques	Matières plastiques hors emballages	17.02.03
	Emballages plastiques	15.01.02
Métaux ferreux et non ferreux	Aluminium	17.04.02
	Plomb	17.04.03
	Zinc	17.04.04
	Fer et acier	17.04.05
	Métaux en mélange	17.04.07
	Câbles (y compris non dénudés) ne contenant pas de substance dangereuse	17.04.11
Papiers/cartons	Emballages métalliques Emballages papiers/cartons	15.01.01
Matériaux d'isolation	Laine de verre, laine de roche... ne contenant pas de substance dangereuse	17.06.04

Matériaux de construction à base de gypse	Déchets de plâtre (carreaux de plâtre , restes de plâtre propres...) ne contenant pas de substance dangereuse	17.08.02
Déchets de construction et de démolition	Autres déchets de construction et de démolition en mélange ne contenant pas de substance dangereuse (moquettes, revêtements de sols)	17.09.04
Déchets biodégradables	Vitres (hors menuiseries)...	20.02.01
Pneus usagés	Pneus hors d'usage	16.01.03

DÉCHETS DANGEREUX		
Type de déchets	Description	Numéro de rubrique
Enrobés, mélanges bitumineux	Mélanges bitumineux contenant du goudron	17.03.01
	Goudrons et produits goudronnés	17.03.03
Huiles hydrauliques, huiles de véhicules	Huiles et matières grasses	20.01.26
Emballages souillés	Emballages contenant des résidus de substance dangereuse ou contaminés par de tels résidus	15.01.10
Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure	Tubes fluorescents, ampoules fluo-compactes	20.01.21
Batteries et piles	Accumulateurs au plomb	16.06.01
	Accumulateurs au nickel cadmium	16.06.02
	Accumulateurs au mercure	16.06.03
	Piles et accumulateurs non triés	20.01.33
Équipements électriques et électroniques	Équipements électriques et électroniques contenant des substances dangereuses	20.01.35
Déchets contenant des PCB	Transformateurs et accumulateurs	16.02.09
	Équipements mis au rebut contenant des PCB ou contaminés par de telles substances	16.02.10
	Mastics, résines, condensateurs...	17.09.02
Terres et cailloux	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses	17.05.03
Boues de curage et de dragage	Boues de dragage contenant des substances dangereuses	17.05.05
Matériaux d'isolation contenant de l'amiante	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante : flochage, calorifugeage, faux-plafonds...	17.06.01
Matériaux de construction contenant de l'amiante	Amiante lié à des matériaux non dangereux (amiante vinyle...) et lié à des matériaux inertes (amiante ciment...)	17.06.05

IV.2.3

Filière de Traitement des déchets

Chaque entreprise doit dans la rédaction de son SOGED suivre et appliquer une filière de traitement très stricte. Elle devra identifier tous les déchets possibles qu'elle peut créer dans la réalisation de ces travaux, les classer, et indiquer les lieux de traitement pour la filière de traitement par enlèvement et indiquer le lieu de valorisation ou de réutilisation pour la filière de traitement sur place. Une présentation des différentes filières envisageables selon la typologie des déchets est présentée ci-dessous :

DÉCHETS INERTES	
Déchets de matériaux de construction	TYPE DE FILIÈRE
Béton, briques, tuiles et céramiques (et béton revêtu de colle amiantée)	Recyclage ou décharge de classe 3
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques (ne contenant pas de substances dangereuses)	
Verre (ne contenant pas de substances dangereuses)	
Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	
Terre et cailloux, boues de dragage et ballast de voie (ne contenant pas de substances dangereuses)	Recyclage ou décharge de classe 3
Déchets de construction et de démolition en mélange ne contenant pas de substances dangereuses et ne contenant que des déchets minéraux	

DÉCHETS NON DANGEREUX ET NON INERTES (ou déchets industriels banals DIB)	
Déchets de matériaux de construction	TYPE DE FILIÈRE
Bois (non traité)	Recyclage ou valorisation énergétique ou décharge de classe 2
Matières plastiques (ne contenant pas de substances dangereuses) : menuiseries, revêtements de sol et canalisations PVC, emballages non souillés	Recyclage ou décharge de classe 2
Métaux (y compris leurs alliages) : cuivre, bronze, laiton, aluminium, plomb, zinc, fer, acier, étain, métaux en mélange et câbles ne contenant pas de substances dangereuses Matériaux non minéraux d'isolation ne contenant ni amiante, ni substances dangereuses : polystyrène expansé, polyuréthane	
Complexe d'isolation (à base de laine minérale, panneaux isolants en verre cellulaire)...	
Déchets de construction et de démolition en mélange avec des déchets non minéraux, ne contenant pas de substances dangereuses	Recyclage après tri ou décharge de classe 2
Produits de revêtement (peintures, vernis)	
Déchets de peintures et vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	Incineration ou décharge de classe 2 après séchage
Boues provenant de peintures ou vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Suspensions aqueuses contenant de la peinture ou du vernis, sans solvants organiques, ni substances dangereuses	
Déchets de produits de revêtement en poudre	
Déchets de colles et mastics ne contenant ni solvants organiques, ni substances dangereuses	
Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics sans solvants organiques, ni substances dangereuses	
Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants	
Emballages en papier/carton, en matière plastique, en bois, métalliques, composites, en verre, textiles et emballages en mélange (ne contenant pas de substances dangereuses)	Recyclage ou incinération
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection non contaminés par des substances dangereuses	Incineration ou décharge de classe 2
Matériaux de construction à base de gypse	
Carreaux de plâtre, plaques de plâtre	Recyclage ou enfouissement en alvéole spécifique
Enduit plâtre	Enfouissement en alvéole spécifique

DÉCHETS DANGEREUX (DD)	
Déchets de matériaux de construction	TYPE DE FILIÈRE
Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses Verre contenant des substances dangereuses ou contaminé par de telles substances	Recyclage après décontamination ou décharge de classe 1
Bois contenant des substances dangereuses ou contaminé par de telles substances : traité à la créosote ou aux CCA (cuivre, chrome, arsenic) ou revêtu de peinture au plomb	Incinérateur pour DD
Mélanges bitumineux contenant du goudron Goudron et produits goudronnés	Décharge de classe 1
Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses	Recyclage après décontamination ou décharge de classe 1
Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses	
Terre, cailloux, boues de dragage, ballast de voie contenant des substances dangereuses (terres polluées)	
Matériaux d'isolation contenant de l'amiante	Vitrification ou décharge de classe 1
Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses	Décharge de classe 1
Matériaux de construction contenant de l'amiante	Alvéole spécifique de classe 1 ou 2
Matériaux de construction à base de gypse (plâtre) contaminés par des substances dangereuses Déchets de construction et de démolition contenant des polychlorobiphényles – PCB (par exemple mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs contenant des PCB) ou du mercure Déchets de construction et de démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses	Recyclage après décontamination ou décharge de classe 1
Produits de revêtement (peintures, vernis)	
Déchets et boues provenant de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	Incinérateur pour DD ou décharge de classe 1 après stabilisation
Déchets provenant du décapage de peintures ou vernis contenant des solvants organiques ou autres substances dangereuses (peintures au plomb), déchets de décapants de peintures ou vernis	
Déchets et boues de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
Déchets liquides aqueux contenant des colles ou mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses	
Déchets d'isocyanates	
Emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants	
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus ou emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (amiante par exemple), y compris des conteneurs à pression vides	Recyclage après décontamination ou incinérateur pour DD ou décharge de classe 1
Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Incinérateur pour DD ou décharge de classe 1
Déchets des produits de protection du bois	
Composés organiques non halogénés, composés organochlorés, organométalliques, inorganiques et autres produits de protection du bois contenant des substances dangereuses	Recyclage ou incinérateur pour DD
Huiles et combustibles liquides usagés	
Huiles hydrauliques usagées, huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées	Recyclage après décontamination
Déchets d'explosifs	
Déchets d'explosifs (autres que munitions et feux d'artifice)	Retour fabricant

IV.2.4 Modalités de suivi des déchets et traçabilité

Il est rappelé que **chaque entreprise est responsable du devenir de ses déchets** jusqu'en bout de chaîne. Il est de la responsabilité de chacun de trier ses déchets et de les déposer dans la benne appropriée.

Les modalités de suivi des déchets seront indiquées par chaque entreprise lors de la préparation de chantier dans le **SOGED**. Un suivi des déchets sera réalisé dès le début du chantier et jusqu'à son terme.

Les contrôles suivants devront être mise en œuvre :

- Pour les déchets non réglementés, c'est-à-dire les **déchets inertes (DI)**, les **déchets industriels banals (DIB)** et les **emballages**, ainsi que les déchets réglementés, c'est-à-dire les **déchets dangereux**, un bordereau de suivi des déchets de chantier sera émis pour chaque benne évacuée du chantier. ([cerfa n°12571*01](#)). **L'objectif est de récupérer 100% de ces bordereaux.**
- Les entreprises devront être particulièrement vigilantes à ne pas souiller les emballages ou les déchets inertes par des substances dangereuses, sous peine de voir leur classification changée.
- **Concernant l'amiante**, une bonne protection des travailleurs professionnels ou occasionnels qui interviennent sur les bâtiments passe par une information efficace du risque. Le décret d'origine n°96-97 introduisait déjà l'obligation de tenir les informations relatives au diagnostic « amiante » à la disposition des intervenants et des occupants.

Le décret n°2001-840 renforce ce dispositif en rendant obligatoire la communication du DTA à toute personne effectuant des travaux. Il revient à l'entrepreneur de s'assurer de la mise à disposition par le Maître d'ouvrage du Diagnostic Amiante Avant Travaux ou du Diagnostic Technique Amiante.

Conformément au Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 (article 4) et son arrêté du 29 juillet 2005, un Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante sera remis à chaque évacuation du chantier ([Cerfa n°11861*03](#)). **L'objectif est de récupérer 100% de ces bordereaux.**

Dans le cas d'entreposage provisoire de déchets amianté, l'entreprise devra compléter l'[Annexe](#) au BDDD contenant de l'amiante en cas d'entreposage des déchets

- Des tickets de pesée seront joints à chaque facture et permettront le suivi des quantitatifs des déchets et les justificatifs de valorisation devront être remis.

Le Responsable Environnement du Chantier devra assurer la traçabilité des déchets et apporter au Responsable « Chantier à Faibles Nuisances » de la maîtrise d'œuvre, la preuve de la destination finale des déchets réglementés (amiante, DIS, emballages) et non réglementés (déchets inertes et banals) par la remise des bordereaux de suivi des déchets, et plus généralement de son respect de la réglementation.

Il sera chargé de la tenue d'un classeur où seront réunies ces informations qui pourront lui être demandées à tout moment.

Dans le cadre d'un **regroupement sur une plate-forme** de l'entreprise avant transfert vers le centre de traitement, le Responsable Environnement du Chantier transmet au Responsable « Chantier à Faibles Nuisances » de la maîtrise d'œuvre les bordereaux correspondants, en mentionnant la part des déchets relative au chantier. L'entrepreneur doit **déclarer sur l'honneur** à la notification du marché que les déchets regroupés sur une plate-forme intermédiaire, seront bien acheminés vers le centre de traitement approprié.

En complément, pendant l'exécution des travaux, le Responsable Environnement du chantier fournira au Responsable « Chantier à Faibles Nuisances » de la maîtrise d'œuvre en 2 exemplaires :

- Les bordereaux de suivi des déchets ainsi que tout justificatif de recyclage ou d'incinération afin de garder une trace écrite de l'évacuation et du mode de gestion des déchets hors du chantier ;
- Toute facture relative à la gestion des déchets accompagnée du bordereau de livraison ou de suivi.
- Il fournira également en fin de chantier, un état récapitulatif des prestations exécutées ;
- Les volumes de déchets traités par type de déchets et leur destination ;
- La quantité de rotations de bennes ou de tout autre contenant par type de déchet et la fréquence de rotations rapportée sur le planning d'exécution ;
- La quantité de déchets valorisés et le coût de valorisation.

IV.3 ELIMINATION DES DECHETS

En plus d'établir la liste estimative, la nature et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier, l'entreprise de gros-œuvre et l'entreprise du lot réemploi devront fournir au référent principal chantier les enregistrements relatifs à l'élimination des déchets.

Ils comporteront notamment :

- la fourniture des tickets de pesée des destinataires de tous les déchets ;
- la tenue d'un registre des déchets de chantier précisant leur nature, volume et tonnage, date de transport, destruction, valorisation et coût ;
- la présentation des justificatifs de valorisation ;
- l'établissement de bilans intermédiaires faisant paraître les écarts éventuels vis-à-vis des quantitatifs prévisionnels.

Sur chaque chantier, un objectif de taux de masse de déchets réemployés sur place ou valorisés dans les filières adaptées **supérieur ou égal à 70 % est demandé**, avec fourniture à la maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre de l'ensemble des documents associés et d'un tableau de synthèse.

Ces actions seront réalisées par l'entreprise en charge du compte prorata y compris après la fin du GO jusqu'à la livraison

Article - V. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER

V.1 NUISANCES SONORES

Planification des tâches :

La limitation des nuisances acoustiques concerne les riverains, mais aussi le personnel travaillant sur site. Limiter les nuisances acoustiques va dans le sens d'une amélioration des conditions de travail. Dans le cadre de cette démarche, une planification des tâches bruyantes, compte tenu des particularités du site (dates et heures) sera établie, ce qui permettra également d'organiser les équipes et le matériel pour accomplir les tâches bruyantes au même moment sur une durée plus courte.

Règlementations :

- Respecter la réglementation sur la protection des travailleurs en particulier les articles 232-8 à R.232-8-7 du Code du Travail
- La réglementation sur le matériel et les engins de chantier, cadrée par l'arrêté du 18 mars 2002, relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments). Cet arrêté transcrit la directive européenne 2000/14/CE du 8 mai 2000. En particulier, le matériel de chantier doit (article 3) :

§ Satisfaire aux exigences de l'arrêté en matière d'émissions sonores dans l'environnement,

§ Respecter la procédure d'évaluation de conformité,

§ Posséder le marquage « CE » et l'indication du niveau de puissance acoustique garanti.

Remarque : pour tout matériel mis sur le marché avant le 3 mai 2002, c'est l'arrêté du 12 mai 1997 qui s'applique.

- La réglementation concernant les bruits de voisinage. Le Code de la santé publique prévoit que « sera punie [...] toute personne, qui, à l'occasion de chantiers [...] aura été à l'origine d'un bruit de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme et qui :

§ Soit n'aura pas respecté les conditions d'utilisation ou d'exploitation des matériels ou d'équipements fixées par les autorités compétentes,

§ Soit aura négligé de prendre les précautions appropriées pour limiter ce bruit,

§ Soit aura fait preuve d'un comportement anormalement bruyant. » Il est également demandé :

§ d'utiliser du matériel et des engins conformes à la réglementation. Il s'agit de suivre les dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 ou celui du 12 mai 1997.

§ de prendre des dispositions organisationnelles pour limiter les nuisances acoustiques pour le personnel de chantier.

Des actions typiques peuvent être :

- . Le port par les compagnons de protections auditives,
- . L'utilisation des talkies-walkies (évitée de crier),
- . Etc.

Des arrêtés municipaux exigent parfois le respect de niveaux sonores maxima en limite de parcelle mais plus fréquemment apportent des prescriptions sur les plages horaires des activités de chantier. Il est demandé de respecter ces réglementations locales ; pour ce faire, il convient de s'enquérir de ces dispositions au plus tard pendant la préparation du chantier.

Les niveaux de bruit réglementaires seront respectés les jours ouvrables :

- entre 7h et 18h : 75 dB (A) en limite de chantier, avec des pics maximaux à 85 dB (A) ;
- entre 18 h et 22 heures : émergence inférieure à 5 dB (A) ;
- entre 22 h et 7h le lendemain matin : émergence inférieure à 3 dB (A) ;
- entre le samedi soir 18h et le lundi matin 7 h (ou respectivement veille et lendemain de jours fériés) : émergence inférieure à 3 dB (A).

Ce niveau acoustique maximum (hors dispositifs sonores de sécurité) de 75 dB(A) correspond, pour différentes distances de source, à des niveaux de puissance sonore limite de source de :

Distance à la source émettrice (m)	5	10	15	20	25
Puissance sonore limite émise en dB(A)	100	106	109	112	114

Des contrôles des niveaux de bruit par sonomètre pourront être réalisés par le référent environnement, à la demande du maître d'ouvrage (il est conseillé de faire une mesure de bruit en continu). Il sera également demandé aux entreprises de fournir la liste des équipements utilisés, susceptibles de créer des nuisances sonores, accompagnée de leur fiche technique.

Dans le cas de plaintes des riverains la MOE pourra demander l'enregistrement en continu par sonomètre, et vérification périodique par l'acousticien.

Equipements sonores :

Voici des exemples de moyens matériels permettant de réduire les nuisances sonores :

- L'utilisation d'équipements insonorisés
- Privilégier dans cet ordre : l'utilisation d'équipements hydrauliques, à défaut les engins électriques ou en dernier recours des équipements pneumatiques ;
- L'utilisation de banches à système de serrage ne nécessitant pas l'usage du marteau pour leur fermeture (banches à serrage par clé dynamométrique par exemple) ;
- Les réservations seront planifiées le plus efficacement possible, un suivi rigoureux évitera les reprises après des erreurs de coulage, pour la découpe d'autres appareils moins bruyants, comme des scies à lame, seront utilisés ;
- Si intervention au marteau-piqueur, éviter d'attendre que les bétons soient trop secs ;
- L'utilisation de béton auto-plaçant permettant de réduire les interventions de vibrage.

Les engins listés à l'article 5 de l'arrêté du 18 mars 2002 et respectant les niveaux de la phase 2 des niveaux admissibles seront utilisés sur le chantier avec en priorité ceux qui affichent un niveau sonore inférieur, d'au moins 5 dB (A), au seuil imposé par le dit arrêté.

Dans le cas de l'utilisation des engins listés à l'article 6 du même arrêté, les informations concernant le niveau sonore des engins devront être fournies. Seront sélectionnés les engins dont le niveau sonore est inférieur à 100 dB.

Moyens divers :

Voici des exemples de moyens permettant de réduire les nuisances sonores :

- Sensibiliser le personnel de chantier à la fois sur les nuisances sonores vis-à-vis d'autrui et sur les risques encourus pour leur confort et santé ;

Positionner les locaux de chantier ou des zones de stockage des matériaux, afin qu'ils puissent faire office d'écran acoustique, voire mettre en œuvre de vrais écrans acoustiques pour des tâches particulières bruyantes de longue durée :

- Utiliser de préférence une grue dont le moteur est placé en position basse, selon les possibilités d'encombrement. Utiliser une liaison radio pour les communications depuis le sol avec le grutier ;
- Positionner les équipements fixes le plus loin possible des zones les plus sensibles vis-à-vis du bruit occasionné ;
- Veiller, dans l'organisation du chantier, à concevoir les voies de circulation de manière à limiter au mieux le nombre de manœuvres des camions et engins.

V.2 NUISANCES VISUELLES DUES AU CHANTIER ET SES ABORDS

Pour délimiter le chantier, le sécuriser des risques d'intrusion extérieure et préserver les espaces verts, une clôture sera mise en place et maintenue en état pendant la durée complète du chantier. Ces clôtures seront de préférences pleines (par exemple, en acier ondulé). L'implantation devra être conforme au plan d'aménagement du chantier décrit dans le PIC.

Chaque entreprise devra s'engager à maintenir la propreté du chantier et de ses abords, et devra s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Départemental.

La propreté de la voie publique et des lieux d'exécution des travaux hors du chantier sera assurée en limitant les salissures des chaussées et en réduisant les soulèvements de poussières.

Il sera notamment prévu :

- une limitation de la vitesse des véhicules de chantier et l'aspersion des voies de circulation si besoin ;
- une aire de nettoyage des roues des camions, aménagée avant la sortie du chantier ;
- le nettoyage régulier des traces d'hydrocarbures au sol ;
- le bétonnage des aires de transit des engins et véhicules afin d'en faciliter le nettoyage ;
- le nettoyage régulier des accès au chantier ;
- l'évacuation de la boue sur les chaussées ;
- le nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment collecte des déchets) ;
- la mise en place des clôtures de chantier, en concordance avec les réglementations et les contextes locaux et le maintien en bon état de ces clôtures, ce qui comprend notamment l'effaçage des graffitis ou la préservation de leur étanchéité tout au long des travaux ;
- l'organisation et le balisage des zones de stockage ;

- l'organisation du stationnement de tous les véhicules (deux roues, VL, PL, engins) ;
- la couverture des bennes à déchets papier et carton chaque fois que nécessaire pour éviter l'envol des déchets et leur humidification en cas de pluie ;
- l'entretien des bungalows de chantier ;
- le nettoyage quotidien du chantier et de ses abords.

Pour que le chantier soit le mieux possible accepté du public, le ou les référents environnement veilleront à la propreté et à l'aspect général du site.

V.3 POLLUTION DU SOL ET DES EAUX

Les entreprises doivent avoir à leur disposition sur le chantier, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits dangereux relatifs à leur lot, dans le respect des réglementations en vigueur.

V.3.1 Pollution du sol

Des points d'eau seront disponibles et représentés sur le PIC, afin de permettre le nettoyage.
Les pollutions seront limitées à travers les mesures suivantes :

- étiquetage des produits : veiller à l'étiquetage adéquat des produits dangereux, et à la formation des compagnons à la signification des pictogrammes associés ;
- stockage à part des produits dangereux ;
- stockage des produits dangereux ou polluants sur une surface étanche, bâchée et dont les eaux de ruissellement sont récupérées. Si possible, il est préférable de stocker ces produits dans un conteneur ventilé et fermé à clé. Ce lieu de stockage sera indiqué sur le PIC ;
- aucune vidange de matériel sur le site ;
- mise en place d'une aire de lavage avec bac de décantation et séparateur d'hydrocarbures ;
- déballage des matériaux à faire obligatoirement à proximité d'un moyen de collecte interne au chantier ou d'une benne appropriée ;
- huile végétale à privilégier pour le décoffrage, les quantités mises en œuvre seront limitées au strict nécessaire ;
- bac de récupération à installer sous le robinet de puisage du réservoir de l'huile de décoffrage ;
- plateforme dédiée au nettoyage et huilage des banches à réaliser. Elle devra permettre la récupération des effluents liquides pollués avant rejet au milieu naturel et/ou réseau (par exemple connecté à un séparateur à hydrocarbure temporaire). Ces effluents seront traités par une entreprise agréée ;
- mise à disposition d'un kit anti-pollution avec information des compagnons
- mise en place d'une procédure d'urgence en cas de pollution accidentelle de l'eau ou du sol. En cas de pollution non maîtrisée et non traitée, les autorités locales devront être informées dans les meilleurs délais ;
- entretien et révision des engins de chantier (réglage CO₂, pas de fuite d'huile ou d'hydrocarbures, pneumatiques non usés).

En cas de problème occasionnel de propreté aux abords du chantier, il pourra être imputé à toute entreprise responsable des dégradations le nettoyage des abords ainsi que l'application de pénalités de 100€ par jour ouvré.

V.3.2 Traitement des laitances :

100 % des eaux de laitances seront traitées avant rejet. L'ensemble des laitances de béton sera récupéré puis rejeté dans la benne DIB.

L'aire de livraison du béton sera réalisée en un endroit déterminé. Des dispositions spécifiques devront permettre de supprimer tout risque de pénétration du béton (laitances et fin de toupies) dans le sol. Un dispositif de type membrane devra être installé sous cette zone de livraison. En fin de chantier, les terres polluées situées au-dessus du dispositif de protection seront traitées dans un centre agréé.

V.3.3 Traitement des effluents :

Il est impératif que les eaux de lavage du chantier ne soient pas rejetées à l'égout ou dans le milieu naturel. Il s'agit notamment d'éviter que le réseau d'assainissement soit encrassé par des eaux trop chargées (terre, bentonite ...). Pour cela, des bacs de décantation peuvent être utilisés. Des installations fixes de récupération des eaux de lavage des bennes à béton seront mises en place. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, le dépôt béton extrait des cuves de décantation sera jeté dans la benne à gravats inertes.

L'eau sera alors traitée par une entreprise spécialisée ou pourra être rejetée dans le réseau d'assainissement selon les modalités définies avec le prestataire chargé de l'assainissement.

V.4 POLLUTION DE L'AIR

Concernant les actions préventives contre la pollution de l'air, il sera mis en pratique :

- Une piste de graves ou de calcaire, ou équivalent, construite pour les accès des véhicules de livraison, afin de limiter l'émission de poussières ;
- le nettoyage régulier du chantier et des cantonnements ;
- l'utilisation d'engins munis d'un filtre à poussière ;
- l'arrosage des poussières si nécessaire, grâce aux points d'eau fournis par le lot gros œuvre ;
- le respect de l'interdiction de brûlage sur le chantier, sauf dans des cas réglementaires ou sanitaires bien spécifiques (par exemple, bois contaminés par des insectes xylophages ou termites) ;
- le respect des espaces verts existants pendant toute la durée des travaux. Les arbres présents sur le chantier et sur les voies d'accès et devant être conservés seront protégés par le lot gros œuvre ou le lot démolition, avant le commencement des travaux..

Il pourra également être utilisé afin de réduire les poussières :

- un outillage muni de filtres à poussière ;
- un ciment «sans poussière».

Il est attendu de la part des entreprises à minima la mise en œuvre des mesures concrètes suivantes :

- arrosage lors des démolitions
- nettoyage des roues de camion avant sortie du site

V.5 PRODUITS DANGEREUX

En fonction de leurs propriétés telles qu'elles sont indiquées par la fiche de données de sécurité, les produits devront être classés et étiquetés conformément :

- Soit au système de classement de la CEE (Directive 67/548, 6ème amendement) ;
- Soit au système en vigueur en France (arrêtés du 10 octobre 1983 et modificatifs et arrêté du 21 février 1990 modifié).

Sauf cas exceptionnel et dûment justifié à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage, l'utilisation de produits étiquetés avec l'un des classements suivants sera interdite :

- R20 à R29, R31 à R33, R40, R45 à 49 des phases R de la CEE,
- Xn (nocif), T (toxique), et T + (très toxique) dans la réglementation française

Les produits moins nocifs (Xi, irritants) seront tolérés sous réserve que toutes les précautions soient prises lors de leur mise en œuvre et qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions ultérieures susceptibles de gêner les occupants.

La fiche de donnée de sécurité de chaque produit dangereux entrant sur le chantier sera fournie par le Responsable Environnement Entreprise au Responsable Environnement Chantier et archivée par ce dernier pour être conservée en permanence sur le chantier : les fabricants sont tenus de la fournir à l'entreprise.

En cas de stockage sur le chantier de produits dangereux, ils devront être étiquetés selon la législation avec les pictogrammes adaptés (cette remarque est aussi valable pour les véhicules transportant ces produits). Ces produits seront obligatoirement accompagnés de leur fiche donnée sécurité (FDS).



Figure 1 : Pictogramme des produits

Figure 2 : pictogramme des transports

V.6 PROTECTION DE LA BIODIVERSITE

Les arbres, plantes, parterres de fleurs, haies et gazons ainsi que les zones ou habitats remarquables sur le plan écologique qui auraient été identifiés doivent être repérés sur le PIC et protégés des agressions mécaniques et de la poussière. Le tronc et les racines des arbres en particulier sont à protéger ; toute circulation d'engin et tout stockage sont interdits sur le périmètre racinaire des arbres et à proximité des milieux à protéger.

Les zones de traitement des polluants possibles doivent être éloignées des zones sensibles sur le plan écologique.

Les mesures suivantes sont également prises afin de préserver la biodiversité du site :

- maîtrise des impacts liés aux sols par une planification du chantier et une limitation des tassements ;
- neutralisation des risques pour la faune (trous, déchets, équipements à risque, absence de poteaux creux non obturés) ;
- optimisation fonctionnelle des équipements afin de limiter les nuisances sonores et visuelles sur la faune et la flore ;
- réutilisation des terres excédentaires et respect des horizons du sol (terre riche en matière organique à maintenir en surface) ;
- lutte contre les espèces invasives et envahissantes ;
- taille de la végétation existante à éviter en période de nidification (avril à août).

Le plan d'installation de chantier doit signaler graphiquement les emprises au sol de protection des arbres et les mises en défens des espaces végétalisés sensibles (identification sur plan de la végétation et des habitats à conserver, méthodes employées pour les protéger notamment par rapport aux circulations et aux zones de stockage).

Article - VI. VALIDATION FICHES PRODUITS / MATERIAUX

Il sera demandé à chaque entreprise de fournir les Fiches de Données Environnementales et Sanitaires (FDES) ou fiches techniques des éléments listés ci-dessous. Il est impératif que ces données soient intégrées dans le classeur environnemental présent sur le chantier.

- Au moins une FDES pour chacun des lots suivants :
 - voirie / Réseaux Divers ;
 - structure / Maçonnerie / Gros-Œuvre / Charpente ;
 - façades ;
 - couverture / Étanchéité ;
 - menuiseries intérieures et Extérieures / Fermetures ;
 - isolation ;
 - cloisonnement / Plafonds suspendus ;
 - revêtements de sols et murs / Peinture / Produits de décoration ;
 - produits de préparation et de mise en œuvre ;
 - équipements sanitaires et salles d'eau.
- Au moins deux PEP (Profil Environnemental Produit) pour les équipements techniques.
- Les fiches techniques, PV et Bons de Livraison des éléments suivants :
 - isolants, menuiseries extérieures ;
 - moteur VMC ;
 - entrées d'air et bouches d'extraction ;
 - robinetterie ;
 - compteurs d'eau ;
 - système de programmation de l'arrosage ;
 - systèmes d'éclairage et détecteurs de présence ;
 - équipements de production thermique ;
 - ascenseur ;
 - faux-plafonds acoustiques ou autre surface absorbante.
- Les données suivantes devront également être fournies :
 - certificat CSTBat des sous-couches acoustiques minces et procédés d'isolation sous carrelage ;
 - certificat CEKAL des vitrages.

Article - VII. BILAN DE CHANTIER

Ce bilan permet d'évaluer les réelles réductions des nuisances environnementales. Il permet alors de capitaliser chantier par chantier l'expérience professionnelle acquise en la matière et ainsi de pouvoir la reproduire et l'améliorer ultérieurement.

Ce bilan doit a minima contenir les informations suivantes :

- les réclamations des riverains et leur traitement ;
- les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier ;
- les incidents ou accidents environnementaux intervenus durant le chantier, ainsi que le traitement des non conformités ;
- les résultats détaillés sur les différentes quantités et qualités de déchets et le bilan financier de leur gestion ;
- les points forts, points faibles et axes d'amélioration en vue des chantiers ultérieurs.

Article - VIII. ANNEXES

VIII.1 SCHEMA DE L'ORGANISATION DE LA GESTION ET DE L'ELIMINATION DES DECHETS (SOGED)

L'objectif de ce document est d'établir la liste estimative, la nature et les quantités de déchets produits selon l'avancement du chantier. Ces documents doivent être complétés des informations concernant le mode retenu pour l'élimination des déchets, en adéquation avec le site, ainsi que l'estimation du coût correspondant.

	Déchets Inertes	DIB (placo, plastique...)	Bois	Métal	DIS ou Déchets Dangereux
Nom déchet					
Quantité estimative produite (en tonnes ou kg)					
Quantité estimative triée sur place (en tonnes ou kg)					
Quantité estimative récupérée par vos soins (en tonnes ou kg)					
Quantité estimative éliminée en centre de stockage/valorisation (en tonnes ou kg)					
Coûts associés					
SOSED : Schéma d'Organisation de Suivi et d'Elimination des Déchets (*)					

(*) : Indiquer les moyens prévus afin de limiter la production de déchets (déchets consignés, méthodes de travail mises en place, etc.). Préciser la méthode employée pour la gestion du tri en interne : comment les trie-t-on, comment les suit-on, quels contrôles effectue-t-on ? Qui se charge des contrôles ? Qui se charge d'informer les équipes des modalités de tri ?

VIII.2 BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS INDUSTRIELS (BSDI)

Ministère chargé de l'Environnement

Arrêté du 4-1-85 (J.O. du 16-2-85)



N° 07 0320

BORDEREAU DE SUIVI DE DÉCHETS INDUSTRIELS

1 PRODUCTEUR		N° SIRET :	
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :	
ADRESSE, TÉLÉPHONE, TÉLEX :			
DÉSIGNATION DU DÉCHET :	CODE NOMENCLATURE C A	AU TITRE DU R.T.M.D. MATIÈRE D'ASSIMILATION : N° DE GROUPE	
CONSISTANCE DU DÉCHET :	<input type="checkbox"/> SOLIDE <input type="checkbox"/> BOUES <input type="checkbox"/> LIQUIDE		
TRANSPORT :	<input type="checkbox"/> BENNE <input type="checkbox"/> CITERNE <input type="checkbox"/> Fûts NBRE : <input type="checkbox"/> AUTRE PRÉCISEZ :		
- MODE D'ÉLIMINATION FINALE : - INSTALLATION : - ADRESSE - TÉLÉPHONE :		N° DE CERTIFICAT D'ACCEPTATION PRÉALABLE :	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus, que les matières sont admises au transport selon les dispositions du règlement pour le transport des matières dangereuses du 15.04.45, et que notamment les conditions exigées pour le conditionnement et l'emballage ont été remplies. Signature :		DATE DE REMISE AU TRANSPORT : QUANTITÉ REMISE AU TRANSPORT : TONNE	

2 COLLECTEUR-TRANSPORTEUR		N° SIRET :	
DÉNOMINATION :		RESPONSABLE :	
ADRESSE, TÉLÉPHONE, TÉLEX :			
STOCKAGE <input type="checkbox"/> OUI Lieu de stockage <input type="checkbox"/> NON	Ayant pris connaissance des informations ci-dessus, Signature :		DATE DE REMISE A L'ÉLIMINATEUR : QUANTITÉ TRANSPORTÉE : TONNE

3 DESTINATAIRE		N° SIRET :	
DÉNOMINATION		RESPONSABLE :	
ADRESSE :		CODE FILIÈRE A.F.B. :	
TÉLÉPHONE :			
TÉLEX :			
OPÉRATION SUR LE DÉCHET :		<input type="checkbox"/> PRÉTRAITEMENT <input type="checkbox"/> REGROUPEMENT <input type="checkbox"/> AUTRE PRÉCISEZ <input type="checkbox"/> VALORISATION <input type="checkbox"/> INCINÉRATION <input type="checkbox"/> DÉTOXICATION <input type="checkbox"/> MISE EN DÉCHARGE	
EN CAS DE REGROUPEMENT INDIQUEZ LE N° DE CUVÉ ET LA DESTINATION FINALE DU DÉCHET :			
EN CAS DE PRÉTRAITEMENT : - DESCRIPTION DU PRÉTRAITEMENT : - DESTINATION FINALE DU DÉCHET			
REFUS DE PRISE EN CHARGE LE :	Signature :		DÉCHETS PRIS EN CHARGE LE :
MOTIFS :			QUANTITÉ REÇUE : TONNE

Sont punies d'amendes ou d'emprisonnement toutes fausses déclarations. Articles 8 et 24 - 3° de la Loi N° 75-633 du 15-7-75

Utilisation des feuillets : n° 1 A conserver par le producteur - n° 2 A conserver par le collecteur-transporteur - n° 3 et 4 A conserver par le destinataire des déchets - n° 5 A retourner au producteur

BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS INERTES ET DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB)

**BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER
DE BATIMENT**

Déchets banals et déchets inertes

Bordereau n°

1. MAITRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise):

Dénomination du maître d'ouvrage :	Nom du chantier :
Adresse :	Lieu :
Tél : fax :	Tél : fax :
Responsable :	Responsable :

2. ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise):

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél : fax :	
Responsable :	

Destination du déchet	<input type="checkbox"/> Centre de tri	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 2	<input type="checkbox"/> Valorisation matière
	<input type="checkbox"/> Chaufferie bois	<input type="checkbox"/> Centre de stockage de classe 3	<input type="checkbox"/> Incinération (UIOM)
Autre			
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U
			capacité
			Taux de remplissage
			1/2 <input type="checkbox"/> 3/4 <input type="checkbox"/> plein <input type="checkbox"/>

3. COLLECTEUR - TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur - transporteur) :

Nom du collecteur - transporteur	Nom du chauffeur	Date :
.....	Cachet et visa :
.....

4. ELIMINATEUR (à remplir par le destinataire - éliminateur) :

Nom de l'éliminateur :	Adresse de destination (lieu de traitement)	Date :
.....	Cachet et visa :
.....
.....	U	Quantité reçue
.....
Qualité du déchet:	<input type="checkbox"/> Bon	<input type="checkbox"/> Moyen
	<input type="checkbox"/> Refus de la benne	à Motif

Bordereau comprenant 4 exemplaires : remplir un bordereau par conteneur

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur - transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise et au maître d'ouvrage